

**Assemblée générale**

Distr. générale  
5 août 2022  
Français  
Original : anglais

**Soixante-seizième session**

Point 167 de l'ordre du jour

**Rapport du Comité des relations avec le pays hôte****Lettre datée du 5 août 2022, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergey Lavrov, qui vous est adressée concernant les violations systématiques, par les autorités des États-Unis, des obligations qui leur incombent au titre de l'Accord de 1947 entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 167 de l'ordre du jour.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 5 août 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Moscou, le 3 août 2022

Vous n'ignorez pas la situation inacceptable que les violations systématiques et ciblées, par les autorités américaines, des obligations juridiques internationales qui leur incombent au titre de l'Accord de 1947 entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies ont créée et font perdurer. Je vous rappelle que je vous avais informé de la situation dans ma lettre du 16 janvier 2022, et que j'avais appelé votre attention sur la nécessité de prendre immédiatement des mesures à cet égard. Cette lettre n'a reçu aucune réponse à ce jour.

Les États-Unis ont été épinglés à plusieurs reprises pour ces violations par le Comité des relations avec le pays hôte et dans les résolutions de l'Assemblée générale relatives aux rapports du Comité (énumérées dans ma lettre du 16 janvier 2022).

Récemment, les autorités du pays hôte, déterminées à entraver encore davantage le travail de la délégation de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation, ont eu recours, avec la complicité du Secrétariat, à des mesures allant jusqu'au refus officiel de visa (outre les nombreux cas de retards de délivrance et de demandes de visa auxquelles il n'a pas été donné suite).

Le Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour la coopération internationale dans le domaine de la sécurité de l'information, A. V. Krutskikh, s'est ainsi vu refuser un visa alors qu'il prévoyait de participer, en tant que chef de la délégation russe, aux réunions du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité internationale de l'information.

Nous tenons à rappeler que, dès 1953, le Secrétaire général de l'époque, Dag Hammarskjöld, était parvenu à un arrangement avec les États-Unis par lequel si la représentation d'un État soulevait auprès de Washington des préoccupations relevant de la sécurité, des consultations auraient lieu et, en dernier ressort, la question serait réglée dans le cadre de l'Accord de 1947 relatif au siège de l'ONU, c'est-à-dire par voie d'arbitrage (« modus vivendi », section 8 du chapitre IV du rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation pour 1953-1954, paru sous la cote A/2663).

Le Secrétariat n'a pas réagi publiquement à ce nouvel abus flagrant, par les États-Unis, de leur position de pays hôte de l'Organisation, et aucune mesure officielle n'a encore été prise pour entamer une procédure d'arbitrage.

Plus que jamais, cette Organisation a besoin que vous jouiez votre rôle de garant, de sorte que les États-Unis respectent de bonne foi les obligations qui lui incombent au titre de l'Accord, les recommandations du Comité et les décisions de l'Assemblée générale. Dans ce contexte, l'inaction du Secrétariat sur la question de l'arbitrage fait figure de manque de respect pour les intérêts légitimes des États Membres de l'Organisation.

À cet égard, nous avons également souligné que des hauts fonctionnaires du Bureau des affaires juridiques avaient ignoré la réunion du 11 juillet 2022 du Comité des relations avec le pays hôte. Nous voulons croire que cela ne se reproduira pas.

Pour plusieurs pays, un grand nombre de problèmes se sont accumulés dans leurs relations avec les États-Unis à l'ONU, et il est inacceptable que le Secrétariat

les ignore. Par ailleurs, l'Assemblée générale vous a délégué toute l'autorité nécessaire pour lancer une procédure d'arbitrage contre les États-Unis. Les États lésés demandent avec insistance qu'une telle procédure soit entamée (voir la lettre du 31 août 2021 que vous ont adressée les représentants de Cuba, de la Fédération de Russie, du Nicaragua, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela et de la République islamique d'Iran, parue sous la cote [A/75/1014](#)).

Je rappelle une fois de plus que vous êtes le plus haut fonctionnaire de l'Organisation et qu'il vous incombe, dans la situation actuelle, d'activer le seul recours juridique dont disposent les membres de l'Organisation contre une discrimination arbitraire et flagrante de la part du pays hôte.

Je vous demande instamment de lancer officiellement et sans plus tarder une procédure d'arbitrage contre les États-Unis pour tous les problèmes recensés par l'Assemblée générale (problèmes liés aux visas ; mesures visant à limiter les déplacements dans un rayon de 25 miles ; blocage d'une partie des locaux de la Mission permanente de la Fédération de Russie à Upper Brookville). Je vous serais reconnaissant de me communiquer des informations sur les mesures concrètes prises par le Secrétariat à cette fin.

(Signé) Sergey **Lavrov**

---